

**Désarmement et non-prolifération -  
Lutte contre l'impunité de  
l'utilisation des armes chimiques -  
Mesures nationales de gel à  
l'encontre de trois réseaux  
d'acquisition oeuvrant au bénéfice  
du centre d'études et de recherches  
syrien - Communiqué de presse  
conjoint du ministère de l'Europe et  
des affaires étrangères et du  
ministère de l'économie et des  
finances  
(Paris, 18 mai 2018)**

La France a adopté des mesures nationales de gel à l'encontre de trois réseaux d'acquisition oeuvrant au bénéfice du centre d'études et de recherches syrien (CERS) (arrêté du ministère de l'économie et des finances du 18 mai 2018).

Trois personnes et neuf entreprises ont été désignées pour leur implication dans la recherche et ou l'acquisition pour ce centre de matériels contribuant au développement des capacités militaires chimiques et balistiques de ce pays.

Le CERS est le principal laboratoire syrien en charge du développement et de la production non conventionnelle d'armes chimiques et de vecteurs balistiques.

La France reçoit les 17 et 18 mai, à Paris, une réunion du partenariat international contre l'impunité de l'utilisation d'armes chimiques, dont M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères présidera la séquence ministérielle. Trente-trois Etats s'associent pour affirmer leur refus de l'impunité de ceux qui utilisent ou développent des armes chimiques partout dans le monde.

Alors que les armes chimiques avaient disparu depuis près de vingt ans, leur réapparition en Irak, en Syrie, en Asie ou en Europe entre les mains d'acteurs étatiques et non étatiques exige une mobilisation résolue de la communauté internationale./.